

# DEMANDE EN CONTRÔLE JUDICIAIRE

No : *A-63-23*

COUR D'APPEL FÉDÉRALE

ENTRE :

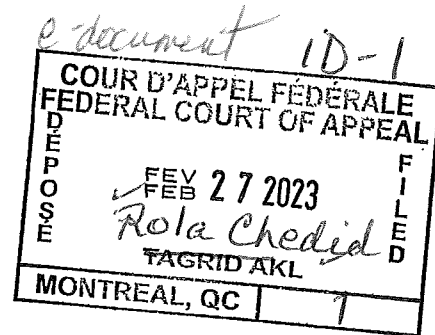
GARY LALANCETTE

Demandeur

ET

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur



DEMANDE PRÉSENTÉE EN VERTU DES

Articles 18.1 (4) c) et 28 (1) g.1) de la *Loi sur les Cours fédérales*, L.R.C. (1985),  
ch. F7 et de la Règle 301 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106

---

## AVIS DE DEMANDE

---

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur.  
La réparation demandée par celui-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et  
lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne

autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à Montréal.

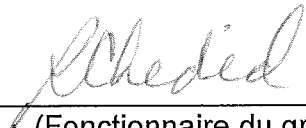
SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution établi selon la formule 305 des Règles des Cours fédérales et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone : 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Le 27 février 2023

**ROLA CHEDID**  
**AGENT DU GREFFE**  
**REGISTRY OFFICER**

Délivré par :   
(Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : Cour d'appel fédérale  
Greffe de Montréal  
30, rue McGill  
Montréal (Québec)  
H2Y 3Z7

**DESTINATAIRE :**

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA  
Me Dani Grandmaître  
Ministère de la Justice Canada  
Services juridiques d'EDSC  
140, promenade du Portage  
Phase IV, 11e étage  
Gatineau QC K1A 0J9  
[dani.grandmaitre@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:dani.grandmaitre@hrsdc-rhdcc.gc.ca)  
Tél. : (343) 576-0889  
Télécopieur : (819) 994-2291

## DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE

La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant :

La Commission de l'assurance-emploi.

Le 18 novembre 2022, le Tribunal de la sécurité sociale, division d'appel, a rendu une décision rejetant l'appel du demandeur au motif qu'il a été congédié pour inconduite parce qu'il a refusé de se soumettre à une politique de vaccination obligatoire contre la COVID-19 chez son employeur.

L'objet de la demande est le suivant :

- A) ACCUEILLIR l'appel du demandeur;
- B) ORDONNER à la Commission de l'assurance-emploi de verser au demandeur les prestations auxquelles il avait droit;

Les motifs de la demande sont les suivants :

1. L'appelant était un employé de McCarthy Tétréault, S.E.N.C.R.L. depuis le 12 mars 2018 à titre d'Analyste;
2. Son travail consistait à offrir du support informatique aux autres employés;
3. Avant l'urgence sanitaire, le demandeur travaillait régulièrement à distance, son travail pouvant s'exécuter sans qu'il soit obligé d'être physiquement présent sur les lieux de son travail;
4. À la suite de la déclaration d'urgence sanitaire, le demandeur a travaillé exclusivement en télétravail jusqu'au moment de son congédiement le 30 septembre 2021;
5. Le ou vers le 19 août 2021, l'employeur a transmis au demandeur et ses collègues de travail un courriel les avisant de l'entrée en vigueur d'une politique de vaccination obligatoire contre la COVID-19 à compter du 30 septembre 2021;

6. Cette politique exigeait que tous les employés fournissent la preuve qu'ils étaient adéquatement injectés avant le 30 septembre 2021;
7. Cependant, les employés pouvaient faire une demande d'exemption pour des raisons médicales ou religieuses jusqu'au 3 septembre 2021;
8. Le 15 septembre 2021, le demandeur a avisé son employeur qu'il ne comptait pas se faire injecter ce produit expérimental;
9. Le 21 septembre 2021, l'employeur a envoyé une lettre au demandeur l'avisant que s'il ne fournissait pas la preuve qu'il était adéquatement injecté d'ici au 30, il allait perdre son emploi pour cause de non-respect de la politique de vaccination du cabinet;
10. Le 23 septembre 2021, le demandeur a écrit un courriel à son employeur pour l'informer qu'il voulait rester à l'emploi, mais qu'il ne voulait pas se faire injecter un produit expérimental avant la fin des essais cliniques et qu'il lui revenait de décider s'il devait accepter un traitement médical ou non, de façon libre et éclairé;
11. Le 26 septembre 2021, l'employeur a écrit un courriel au demandeur pour réitérer que s'il ne se conformait pas à sa politique de vaccination obligatoire contre la COVID-19, il perdrait son emploi à compter du 30 septembre 2021;
12. Le 30 septembre 2021, le demandeur a perdu son emploi;
13. Le 3 octobre 2021, le demandeur a présenté une demande de prestations d'assurance-emploi;
14. La Commission de l'assurance-emploi a refusé la demande de prestations du demandeur en raison de son « inconduite » alléguée de ne pas avoir accepté de suivre la politique de vaccination obligatoire contre la COVID-19 de son employeur;
15. Le 21 juin 2022, le Tribunal de la sécurité sociale du Canada, division générale, section de l'assurance-emploi, a rejeté l'appel du demandeur au motif qu'il aurait commis une inconduite en refusant de suivre la politique de vaccination obligatoire contre la COVID-19 de son employeur;

16. Le 18 novembre 2022, le Tribunal de la sécurité sociale du Canada, division d'appel, a rejeté l'appel du demandeur au motif qu'il avait « *fait un **choix personnel et délibéré** de ne pas suivre la politique de l'employeur en réponse aux circonstances exceptionnelles créées par la pandémie et cela a entraîné son congédiement* » (par. 32).
17. La décision du Tribunal de la sécurité sociale du Canada, division d'appel, conclut erronément en droit que le demandeur a commis une inconduite, alors que :
  - A. Le demandeur avait le droit d'accepter ou non un traitement médical et l'exercice de ce droit ne peut constituer un comportement répréhensible ni un acte indésirable constituant une inconduite;
  - B. L'employeur a imposé unilatéralement une nouvelle condition d'emploi au demandeur, condition qu'il n'a jamais acceptée;
  - C. Aucune disposition législative, provinciale ou fédérale, n'obligeait le demandeur à se faire injecter contre la COVID-19, la « vaccination » ayant toujours été volontaire, de sorte qu'il ne pouvait se retrouver à y être obligé par son contrat de travail;

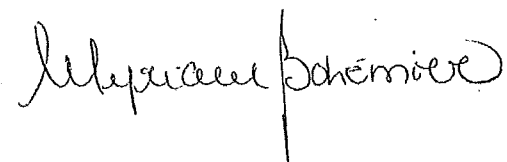
Les documents suivants sont présentés à l'appui de la demande :

**ANNEXE 1** : Le dossier constitué devant le Tribunal de la sécurité sociale, division générale, section de l'assurance-emploi;

**ANNEXE 2** : La décision du 21 juin 2022 du Tribunal de la sécurité sociale, division générale, section de l'assurance-emploi;

**ANNEXE 3** : La décision du 18 novembre 2022 du Tribunal de la sécurité sociale, division d'appel;

Brossard, le 27 février 2023

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Myriam Bohémier', written in a cursive style.

---

**MYRIAM BOHÉMIER, AVOCATE  
ET MÉDIATRICE ACCRÉDITÉE**

Avocate du demandeur

5855, boulevard Taschereau

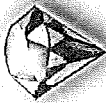
Bureau 207

Brossard QC J4Z 1A5

Bohemier.myriam@videotron.ca

Tél : (514) 758-0530

Fax : (514) 201-5215

No: <i>A-63-23</i>	
COUR D'APPEL FÉDÉRALE	
<b>GARY LALANCETTE</b>	Demandeur
<b>c.</b>	
<b>PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA</b>	Défendeur
<b>AVIS DE DEMANDE</b> (articles 18.1 (4) c) et 28 (1) g.1) de la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> et <i>Règle 301 des Règles des Cours fédérales</i> )	
<b>ORIGINAL</b>	
 Myriam Bohémier, avocate 5855, boulevard Taschereau Bureau 207 Brossard (Québec) J4Z 1A5 Tél : (514) 758-0530 Fax : (514) 201-5215 Code impliqué : AQ-7229 <a href="mailto:bohémier.myriam@videotron.ca">bohémier.myriam@videotron.ca</a> N <sup>o</sup> : 2022-00750	